



INTERROGATION DES CANDIDATS DE LA METROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Associant



Auberge de jeunesse Stéphane Hessel, lundi 20 janvier 2020



Éléments d'organisation

- Animation: Vincent Cattiau
- Contrôle du temps: Joëlle Colcanap
- Prise de notes et compte rendu: Michel Cucchi



DEROULEMENT DE LA RENCONTRE de 18h30 à 21h30

- 1. Présentation des mouvements associés**
2. Présentation des démarches en cours
3. Plantons le décor
4. Présentation du Pacte: 3 principes, 32 mesures
5. Présentation de deux mesures supplémentaires
6. Organisation du questionnement des candidats

PACTE

pour la

transition



Claude WAUQUIER
Ensemble pour le climat

LE COLLECTIF « ENSEMBLE POUR LE CLIMAT LILLE »

- groupe local de EPLC de la commune de Lille
- 9 rencontres depuis octobre 2018
- 145 abonnés sur la liste de diffusion
- Actions destinées à sensibiliser et mobiliser sur les enjeux du dérèglement climatique
 - Marches
 - Rencontres avec les élu(e)s
 - Grand débat
 - Pacte pour la transition...

Le Collectif « Ensemble pour le climat » est apolitique. Il ne s'associe à aucun parti dans les processus électoraux à venir. Chaque membre est bien sûr libre de ses convictions et de ses engagements, mais à titre exclusivement individuel.

PACTE pour la **transition**



Vincent CATTIAU
Alternatiba
Les Amis de la Terre Nord





DEROULEMENT DE LA RENCONTRE de 18h30 à 21h30

1. Présentation des mouvements associés
- 2. Présentation des démarches en cours**
3. Plantons le décor
4. Présentation du Pacte: 3 principes, 32 mesures
5. Présentation de deux mesures supplémentaires
6. Organisation du questionnement des candidats

PACTE **pour la** **transition**



Michel CUCCHI
Ensemble pour le climat
Collectif Climat 2020 Lille



INITIATIVES ET DÉMARCHES EN COURS À EPLC



- Enquête « Ensemble pour le Climat »: votre action municipale pour le climat
 - Questionnaire des **équipes sortantes**: peu de réponses, pas de relance centralisée
 - Proposition de publication des réponses et non réponses assorties d'un communiqué de presse

INITIATIVES ET DÉMARCHES EN COURS À EPLC

• Démarche du groupe EPLC Villeneuve d'Ascq

- Pré-sélection de 22 objectifs liés aux enjeux climatiques sur les 32 mesures proposées par le Pacte pour la Transition
- Rencontre avec la population le mercredi 15 janvier 2020 (18h30, Salle Masqueliez, 167 rue Jules Guesde, Quartier Flers Bourg)
 - Présentation et déroulement et la méthode de travail ainsi que du Pacte pour la Transition
 - Présentation des prochaines étapes pour interroger les listes candidates
 - Vote de tous les habitants afin de déterminer les 10 objectifs prioritaires que les listes candidates aux élections municipales de Villeneuve d'Ascq seront invitées à mettre en œuvre (résultats à 20h15)

LES 32 MESURES "CHOISIES" par le collectif.
villeneuvois
(AVANT LA VOTATION CITOYENNE)


1. Se doter d'une politique ambitieuse d'achats publics responsables (incluant des dispositions sociales, environnementales et locales)
3. Mener une politique de sobriété, d'efficacité énergétique et d'alimentation à 100% en énergie renouvelable et locale des bâtiments, véhicules communaux et éclairage public.
5. Appuyer la structuration de filières paysannes, bio et locales, rémunératrices pour les agriculteurs et agricultrices
6. Préserver et mobiliser le foncier agricole et accompagner l'installation de nouveaux agriculteurs et agricultrices dans une logique paysanne.
7. Proposer une alimentation biologique, moins carnée, locale et équitable dans la restauration collective.
8. Préserver et développer les trames vertes (couvert végétal), bleues (cycles de l'eau), et noires (éclairage) pour redonner sa place au vivant sur le territoire
9. Mettre fin au développement de grandes surfaces commerciales sur le territoire.
10. Protéger la ressource en eau, en assurer une meilleure qualité et un accès garanti à toutes et tous, en la considérant comme un bien commun.
11. Mettre en œuvre une démarche territoire à énergie positive ou plan climat citoyenne ambitieuse, en réduisant au maximum les consommations d'énergie et en développant la production et la consommation d'énergie renouvelable notamment citoyenne.
12. Soutenir les rénovations à haute efficacité énergétique en accompagnant en particulier les ménages en situation de précarité énergétique.
13. Contribuer à la fin des projets et infrastructures qui augmentent les émissions de gaz à effet de serre et font reculer la biodiversité.
14. Renforcer l'offre, l'accès et l'attractivité de transports en commun sur le territoire.
15. Donner la priorité aux mobilités actives (marche, vélo) dans l'espace public.
16. Limiter la place des véhicules les plus polluants et des voitures individuelles en ville.
17. Développer une logistique urbaine du transport des marchandises adaptée aux caractéristiques de la commune
18. Impulser et financer une démarche collective de prévention, réemploi, valorisation des déchets en régie ou avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire.
20. Développer les habitats participatifs et des écoquartiers accessibles à toutes et à tous en favorisant l'émergence de nouveaux projets, en sensibilisant à l'habitat participatif, et en soutenant les projets actuels.
22. Limiter la place de la publicité dans l'espace public.
27. Favoriser l'inclusion des personnes les plus éloignées du monde du travail avec une politique locale de l'emploi tournée vers la transition écologique du territoire et à dimension sociale.
28. Mettre en place et renforcer les dispositifs de participation, d'initiative citoyenne, de co-construction de la commune et de ses groupements.
29. Créer une commission extra-municipale du temps long pour représenter les intérêts de la nature et des générations futures, et s'assurer de l'adéquation des grands projets des communes et de leurs ses groupements avec les enjeux écologiques, sociaux, climatiques de moyen et long terme.
32. Adhérer aux monnaies locales complémentaires et citoyennes et les mettre en place dans les services publics de la commune et de ses groupements, dans les budgets participatifs et dans le soutien aux associations.

QUESTIONNAIRE SUR LE FINANCEMENT



- Agir pour le Climat porte le Pacte Finance-climat
 - Mettre la finance – publique et privée – au service du climat
 - Le Collectif 2020 Lille s’est constitué sur Lille pour soutenir le Pacte finance climat
- Questionnaire national des **équipes sortantes** sur le financement de la transition écologique
 - Recensement des difficultés d'obtenir un financement d'un projet de transition écologique lorsque ce projet existe dans une commune
 - Une quinzaine de questions, mais peu de réponses
- But
 - Renseigner les problèmes de financement rencontrés par les maires au niveau national
 - Interpellation des députés et du gouvernement.
- Sollicitation pour transmettre le questionnaire à l'ensemble des maires de la Métropole, en les invitant à le remplir.
- <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScCHSE9hVm2qAlw4mxTggsSQRlfdGFhBw01IzTFm5yT0LcFw/viewform>

EXAMEN DES PROPOSITIONS DES MÉTROPOLES

- **Décembre 2019:** lancement d'une étude des programmes des candidats aux élections municipales au prisme du climat dans 10 métropoles françaises principales émettrices des gaz à effet de serre, dont Lille
 - Objectif: informer les citoyens pour décrypter les programmes
 - 10 mesures conservées (propositions marquées du logo )
 - Rendu fin février.

PACTE **pour la** **transition**



Annie RAUWEL
Référente du Pacte pour la transition
Ensemble pour le climat (EPLC)

PARTENAIRES DU PACTE



- Les élections municipales : Une formidable occasion d'échanger sur ce que nous, citoyens, associations, élus, souhaitons pour notre avenir
- Aliette Lacroix, coordinatrice du Pacte pour la Transition:
« L'objectif du Pacte pour la Transition est de réunir autour d'une même table les habitants, les associations locales et les élus qui souhaitent faire avancer leur territoire vers un modèle plus respectueux de la nature et plus juste. »
- Des milliers d'habitants engagés dans des collectifs (plus de 1900 à ce jour!), peut-être vous, votre voisin, vos amis:
 1. Rejoignez ou créez un collectif local dans votre commune, rapprochez-vous des personnes déjà inscrites près de chez vous sur la carte du Pacte
 2. Choisissez ensemble les mesures et actions qui vous semblent prioritaires pour vos communes
 3. Rencontrez les candidats, invitez-les à s'engager sur au moins 10 des mesures, signature du Pacte...
 4. Une fois élus, les élus mettent en œuvre les mesures. Les collectifs peuvent suivre et accompagner les municipalités.

Ressources

- Référente technique du Pacte: Annie Rauwel,
annierauwel@orange.fr
Présentation (sur Power Point) sur demande
- Voir les [inscrits au collectif du Pacte pour la transition de votre commune](#)
- Carte des collectifs engagés dans cette campagne:
<https://alternatiba.eu/ils-sont-passes-a-laction/>
- Informations sur le contexte national :
alternativesterritoriales@alternatiba.eu



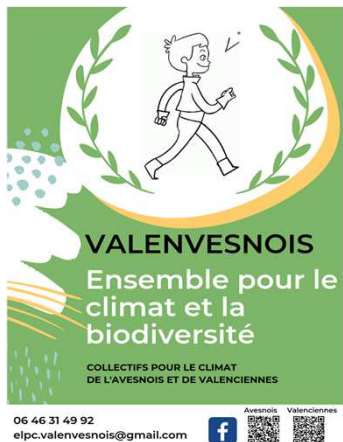
DEROULEMENT DE LA RENCONTRE de 18h30 à 21h30

1. Présentation des mouvements associés
2. Présentation des démarches en cours
- 3. Plantons le décor**
4. Présentation du Pacte: 3 principes, 32 mesures
5. Présentation de deux mesures supplémentaires
6. Organisation du questionnement des candidats

PACTE

pour la

transition



Olivier SÉNÉCHAL
EPLC Valenvesnois

PLANTONS LE DECOR



**L'une des raisons de s'engager dans les propositions
du pacte:**

**Le dérèglement climatique...pourquoi ?...comment ?...
...oui mais...**



N'en fait-on pas un peu trop avec le changement climatique?

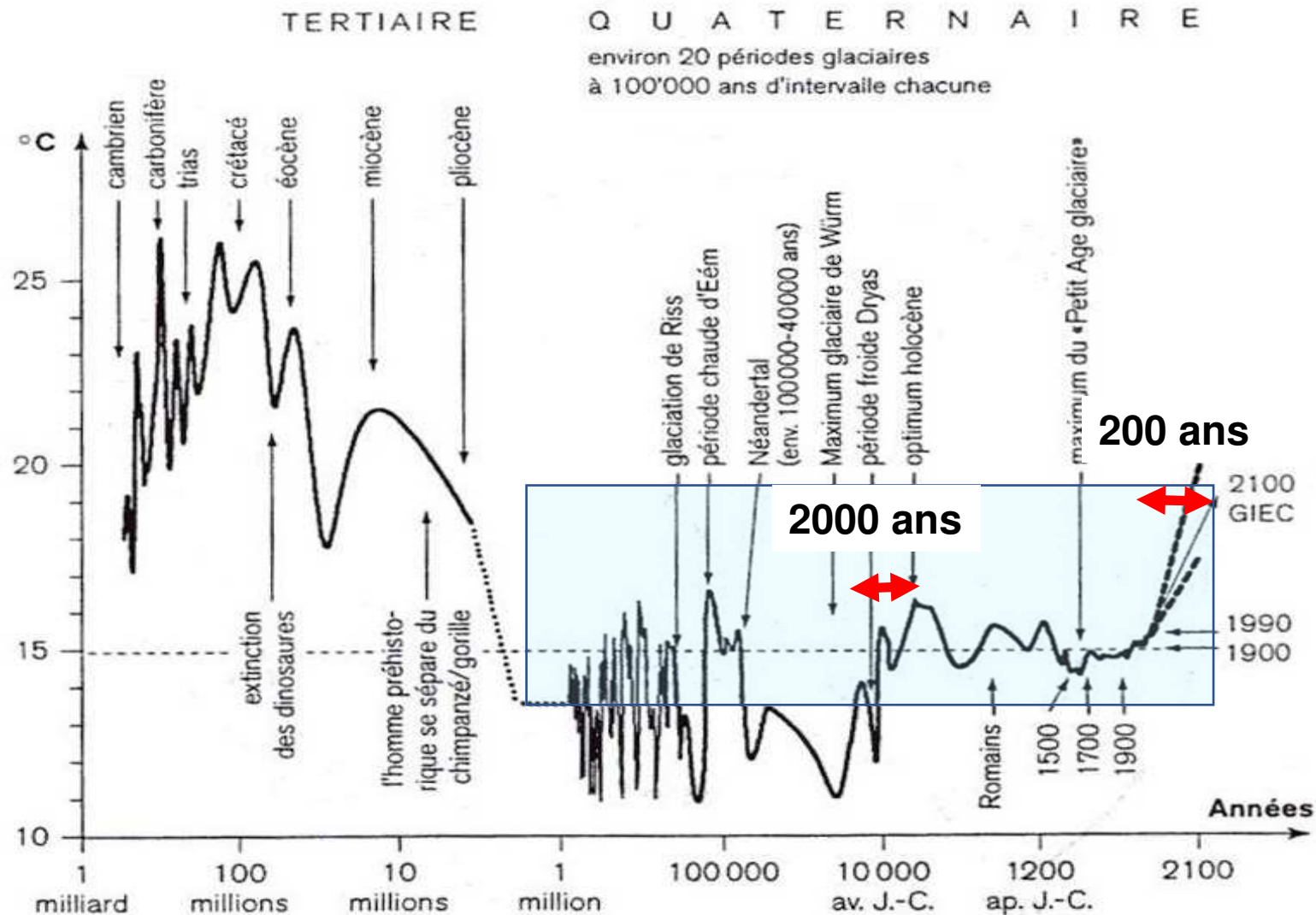
- **Rapport GIEC du 8 août 2019 :**

- Trois quarts des sols émergés non englacés subissent l'exploitation humaine, un quart est considéré comme dégradé (perte de productivité, touchés par l'érosion). **Il ne reste donc que moins d'un quart des terres planétaires libres de l'influence directe humaine.**
- **Depuis 1961, l'usage des fertilisants dans le monde a été multiplié par neuf, la quantité de bois utilisée accrue de 50% et l'usage en eau doublé**
- En moyenne, la planète s'est réchauffée de 0,87°C. Donnée obtenue en comparant la période 1850-1900 à 2006-2015. On pourrait même avoir dépassé les +1°C, avec le dernier mois de juillet qui a été 1,2°C plus chaud que la moyenne historique. Mais, les terres se réchauffent deux fois plus vite que le globe. Sur la période de référence, **les continents ont vu leur température de surface croître de 1,53°C en moyenne. Les 1,5°C stipulés dans l'accord de Paris sont donc déjà dépassés dans ce que ressentent les humains et les écosystèmes terrestres.**

N'en fait-on pas un peu trop avec le changement climatique?

- **Rapport GIEC du 8 août 2019 :**
 - **Le réchauffement climatique réduit la productivité agricole**, par exemple d'ici 2030, une hausse de 20% de la production de riz sera nécessaire pour nourrir la demande croissante en Chine, poussée par l'accroissement de la population et l'amélioration du niveau de vie. Or, **chaque degré de réchauffement réduit les rendements de blé de 6%, de riz de 3,2%, de maïs de 7,4% et de soja de 3,1%.**
 - **L'augmentation de la concentration en dioxyde de carbone dans l'atmosphère provoque aussi une baisse de la concentration en zinc et en fer** des céréales et des légumes. Les carences en oligo-éléments sont déjà un problème sanitaire majeur, affectant la vie de près de 2 milliards d'êtres humains. **Près de 63 millions en meurent chaque année.**

Oui mais...la planète en a déjà vu d'autres !



Évolution de la température terrestre depuis 600 millions d'années

Oui mais...est-ce si grave ?

- **Rapport Giec du 25 septembre 2019 :**

- La fréquence, l'intensité et l'étendue des vagues de chaleur marines comme celles qui ont ravagé la Grande barrière de corail australienne ont augmenté. **Les coraux, dont un demi-milliard de personnes dépendent pour leur nourriture et leur protection, ne devraient pas survivre à un réchauffement de surface de 2°C comparé aux niveaux préindustriels.**
- Comparé avec la fin du 20e siècle, **le niveau des océans devrait augmenter de 43 centimètres environ (29-59 cm) d'ici 2100 si le réchauffement global est maintenu à 2°C. Il augmentera de 84 cm (61-110 cm) si les tendances actuelles se poursuivent, qui pourraient aboutir à un réchauffement global de 3°C ou 4°C.**
- **Les réserves alimentaires dans des eaux tropicales peu profondes pourraient décroître de 40 %, en raison du réchauffement et de l'acidification.**
- À travers le monde, **plus de deux milliards de personnes dépendent des glaciers pour leur eau potable. Les glaciers situés à basse altitude, comme en Europe centrale, dans le Caucase, l'Asie du Nord et la Scandinavie, devraient perdre plus de 80 % de leur volume d'ici 2100.**
- **280 millions de personnes seraient déplacées à cause de la hausse du niveau des mers, dans l'hypothèse optimiste où le réchauffement climatique serait limité à 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle**

La situation est maîtrisée, mais...

- **Incendies:**

- Juillet 2019, en Sibérie (Russie), : 1,5 million d'hectares, sont partis en fumée
- Août 2019, île espagnole de Grande Canarie, 3 400 hectares de forêt, 8 000 habitants évacués
- Amazonie: la destruction de la forêt amazonienne constatée sur les neuf premiers mois de l'année 2019 avait été 93% plus élevée que sur la même période, en 2018. Au total, ce sont 7853 km² qui ont été dévastés, contre 4075 km² en 2018 sur la même période...
- Janvier 2020: destruction de la forêt australienne sur une surface cumulée équivalente à celle du Royaume-Uni

- **Inondations :**

- Mars 2019: Cyclone Idai. Plus de 650 morts au Mozambique et au Zimbabwe
- Avril 2019: Au Québec, 6 681 résidences de 51 municipalités inondés faisant quelques 13 500 sinistrés
- Juillet 2019: Des pluies torrentielles se sont abattues sur Washington DC, occasionnant de grandes inondations dans la capitale américaine
- Dans le sud de la France: en 2018, 14 morts et plus de 200 millions d'euros de dégâts dans l'Aude, et en 2019 4 morts recensés dans le Var...

- **Submersions :**

- Septembre 2019: Submersion de la digue de Wimereux...

Les principaux gaz à effet de serre (GES) à l'origine du réchauffement climatique ont franchi de nouveaux records de concentration en 2019, et aucun signe de ralentissement n'est visible.

Oui mais...qu'est-ce que je peux y faire?

Contenu carbone des objets et actions du quotidien

Le bilan GES est construit sur une approche « cycle de vie ». Il intègre plusieurs phases liées à l'activité associée au facteur d'émissions. Par exemple, pour un kilomètre en voiture, le bilan GES comprend les émissions directes dues à la combustion de l'essence ou du gazole, mais aussi les émissions qui viennent de l'extraction et du raffinage du combustible, de son transport et sa distribution, ainsi que celles liées à la fabrication de la voiture.

Transports

- Avion (voyageurs) - 180-250 sièges, trajet de 0-1 000 km :
293 g CO₂éq/passager.km
- Voiture particulière - puissance fiscale moyenne, motorisation essence :
259 g CO₂éq/km
- TGV, Train Grande Vitesse (France) :
3,69 g CO₂éq/passager.km
- Métro (Paris) :
5,70 g CO₂éq/passager.km

Alimentation

- Repas - classique (avec bœuf) :
4,52 kg CO₂éq/repas
- Repas - classique (avec poulet) :
1,11 kg CO₂éq/repas
- Repas - végétarien :
0,45 kg CO₂éq/repas

Électronique

- Ordinateur fixe - avec écran plat :
1 280 kg CO₂éq/appareil
- Ordinateur portable - de 14,1 pouces :
202 kg CO₂éq/appareil
- Smartphone :
30 kg CO₂éq/appareil

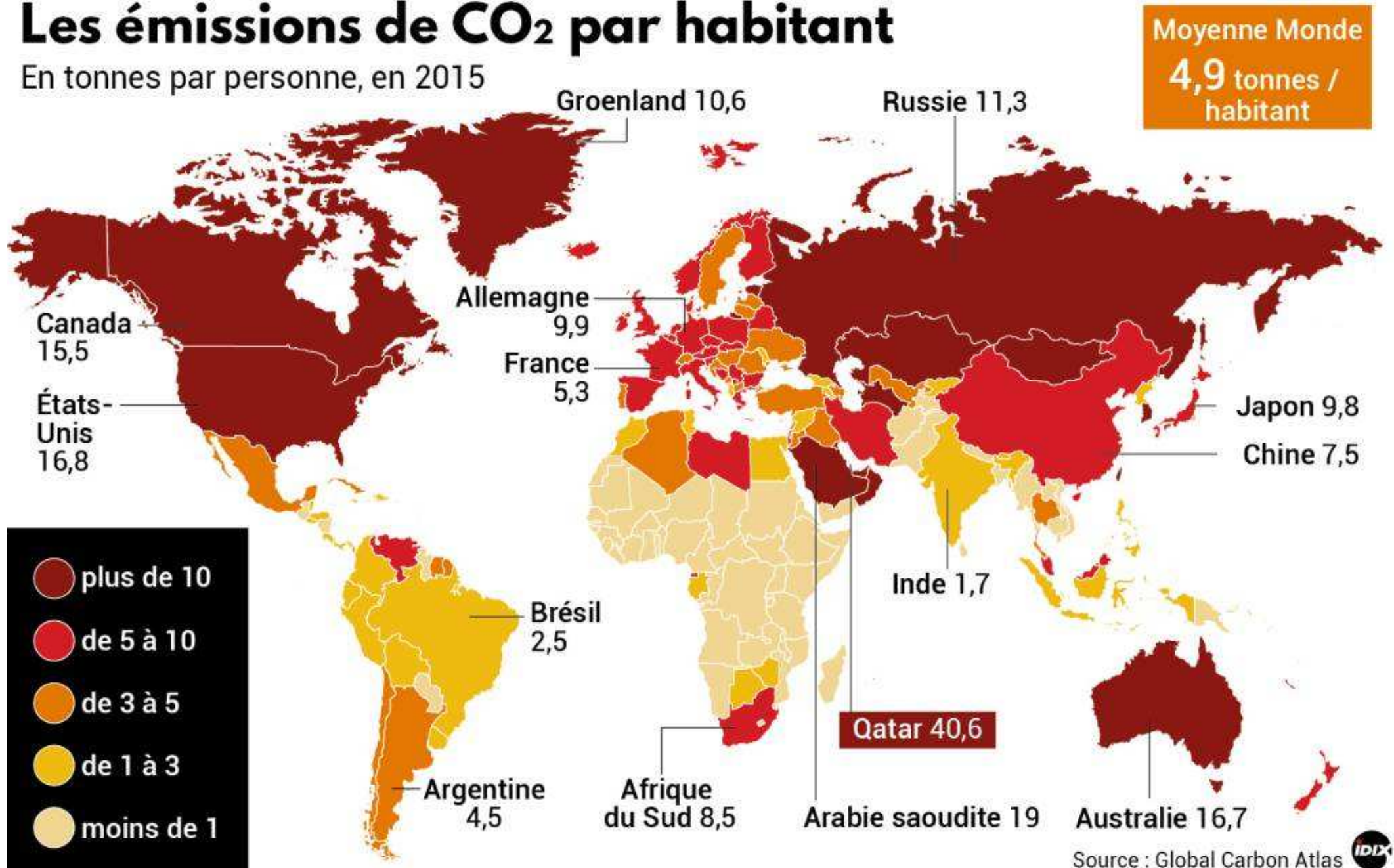
Communication

- 1 mail avec pièce jointe :
35 g CO₂éq/unité
- 1 requête internet :
6,65 g CO₂éq/unité
- 1 mail :
4 g CO₂éq/unité
- 1 tweet :
0,02 g CO₂éq/unité

*Oui mais... même si nous réduisons nos émissions,
qu'est-ce que ça change?*

Les émissions de CO₂ par habitant

En tonnes par personne, en 2015



*Oui mais...ça coûte cher
et ça supprime des emplois !*

- Coût des catastrophes climatiques depuis 20 ans: La France se classe dans le **top 10 mondial des pertes économiques**, avec 48,3 milliards de dollars (Source : Commissariat général au développement durable, édition 2019)
- La transition énergétique peut créer jusqu'à **un million d'emplois en France d'ici 2050**, dont 50.000 emplois en Hauts de France (Source ADEME 2018)
- Dans son rapport de 2018 intitulé « Une économie verte et créatrice d'emplois » l'Organisation Internationale du Travail (OIT) annonce que **la réduction des émissions de gaz à effet de serre pourrait créer quatre fois plus d'emplois dans le monde qu'elle n'en supprimerait**

Oui mais...on ne sait pas comment faire...



... Nous proposons des pistes de réponse...



DEROULEMENT DE LA RENCONTRE de 18h30 à 21h30

1. Présentation des mouvements associés
2. Présentation des démarches en cours
3. Plantons le décor
4. **Présentation du Pacte: 3 principes, 32 mesures**
5. Présentation de deux mesures supplémentaires
6. Organisation du questionnement des candidats

PACTE **pour la** **transition**



Annie RAUWEL
Référente du Pacte pour la transition
Ensemble pour le climat (EPLC)



Le Pacte

pour la transition

32 mesures et 3 principes...

- **32 mesures**

- rédigées par 60 organisations, une large consultation citoyenne et un comité d'experts
- applicables directement à l'échelle d'une commune ou communauté de communes.

- **3 principes**

Principes transversaux pour garantir la bonne mise en œuvre des mesures du Pacte pour la Transition, mettant en place des conditions favorables aux transitions du territoire

- Principe A: Sensibilisation et formation à la transition
- Principe B : Co-construction des politiques locales
- Principe C : Intégration des impacts à long terme et de l'urgence climatique et sociale



Les 3 principes

Principe A: Sensibilisation et formation à la transition

- Pour agir, il faut avant tout comprendre: **l'éducation et la formation** à ces thématiques pour les collectivités territoriales et les collectifs locaux sont des leviers essentiels pour favoriser cette prise de conscience
- Axes d'action
 - S'appuyer sur le tissu associatif local
 - Sensibiliser les habitant(e)s via des événements grand public
 - Sensibiliser les jeunes (en commençant par les publics scolaires et les enfants accueillis dans les centres de loisirs)
 - Sensibiliser et former les élu(e)s et les agents territoriaux



Les 3 principes

Principe B : Co-construction des politiques locales

- Réappropriation citoyenne des politiques locales de la transition
- Des collectifs d'habitant(e)s s'engagent avec des candidats aux élections municipales pour la mise en œuvre et le suivi des mesures
- Les élu(e)s s'engagent:
 - à permettre l'accès à l'ensemble des habitant(e)s de la commune des informations sur les engagements pris et leurs modalités de mise en œuvre dans les premiers mois du mandat (détail des opérations, délais, avancement),
 - à organiser un comité de suivi mixte (élu(e)s et habitant(e)s, possiblement agents et autres acteurs).
- *Pour aller plus loin : Inclure les habitant(e)s de la commune dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des mesures*



Les 3 principes

Principe C: Intégration des impacts à long terme et de l'urgence climatique et sociale

Les décisions (orientations et projets) prises par les élu(e)s des communes et de la Métropole intègrent les **impacts (souvent irrémediables)** sur l'environnement, sur l'avenir et les conditions de vie de tous les êtres vivants.



Les 3 principes

Principe C: Intégration des impacts à long terme et de l'urgence climatique et sociale

Engagements des élus

- Formaliser les critères d'évaluation
 - environnementaux (consommation énergétique, d'espaces naturels et agricoles)
 - sociaux (impact sur les plus précaires, répartition des bénéfices de l'aménagement en fonction des moyens, du genre, de l'âge...)
- Prendre en compte ces indicateurs et critères dans la formulation et la mise en œuvre des projets et actions de la commune
- Réorganiser dans cette perspective le fonctionnement et l'évaluation des services de la commune et de la Métropole
 - Élus garants de la prise en compte des impacts à long terme et de l'urgence climatique et sociale, outils de participation citoyenne (concertation régulière), commission du temps long, dispositif de saisine pour les habitant(e)s et les associations
 - Formation des élus aux enjeux environnementaux et sociaux
 - Dispositifs de transparence autour des décisions prises en conseil municipal et des actions menées par la commune
- Élaborer collectivement un **projet de territoire à 10 et 20 ans** entre les communes de la Métropole
 - qui **réduise l'empreinte carbone de 50% avant 2030 (à 10 ans)**
 - qui atteigne la **neutralité carbone avant 2050**
 - qui protège et répare la biodiversité



Le Pacte

pour la transition

Adaptation des 32 mesures du Pacte et mesures supplémentaires

- **Aux 32 mesures du Pacte**, des niveaux de réponse ont pu être ajoutés, généralement par le Réseau Action Climat: un certain nombre de mesures sont donc notées sur 4, pas sur trois
- **Deux mesures supplémentaires**
 - N°33 : « Sensibilisation et formation » (Wasquehal en transition)
 - N°34 : « Accélérer la décarbonation du territoire de la commune et de la Métropole conformément aux recommandations du GIEC », (CPLC Hauts-de-France)



Les 32 mesures

N°1: une politique ambitieuse d'achats publics responsables (avec des dispositions sociales, environnementales et locales)

Niveaux

- 1 : Adopter un schéma de commande publique responsable (il s'agit d'une obligation légale pour les collectivités territoriales (communes, départements etc) dont le montant d'achats publics annuels est supérieur à 100 millions, encore faiblement appliquée)
- 2 : Organiser régulièrement des actions de communication et formation sur l'achat public responsable, auprès des élu-es, des agents, et des acteurs économiques du territoire
- 3 : Créer un espace de ressources facilitant l'accès des entreprises à commande publique, en leur permettant notamment d'avoir une visibilité sur les futurs achats de la commune.



Les 32 mesures

N°2: un financement des projets prioritairement par des prêts issus de sources de financements éthiques

Niveaux

- 1 : Diversifier les financeurs de la commune en sollicitant les acteurs de la finance éthique, et en écartant les banques les plus nocives
- 2 : Financer au moins un projet de la commune par an auprès d'une source de financement éthique
- 3 : Envisager systématiquement un recours aux financements éthiques pour les projets à impact environnemental et social positif, en intégrant des critères de transparence et d'impact dans les appels à emprunt

Les 32 mesures



N°3: Sobriété, d'efficacité énergétique et alimentation à 100% ENR et locale des bâtiments et biens publics

Niveaux

- 1 : Mise en place d'un Conseil en Énergie Partagée (CEP) dans la commune, audit du patrimoine et alimentation à 50% les bâtiments et l'éclairage publics en électricité renouvelable et locale
- 2 : Mise en place d'un plan de rénovation énergétique pour le mandat visant à réduire de 40% les consommations d'énergie en 2030 et alimentation des bâtiments et de l'éclairage publics à 75% en électricité renouvelable et locale et 25% en chaleur renouvelable (bois ou biogaz)
- 3 : Mise en place d'un plan d'investissement pour atteindre -60% de consommation d'énergie en 2050 et fourniture à 100% en énergie renouvelable (électricité, chaleur, carburants) dès 2040.



Les 32 mesures

N°4: Priorité au logiciel libre dans le service public pour une informatique au service de l'intérêt général

Niveaux

1 : Utiliser des logiciels libres et des formats ouverts (pour l'échange de documents) au quotidien dans les services municipaux.

2 : Migrer les serveurs informatiques et les postes de travail sur un système d'exploitation. Équiper les espaces publics numériques gérés par la commune d'ordinateurs avec une distribution logiciels libres. Les initiations et formations doivent être données en priorité avec les logiciels libres. Équiper enfin les écoles d'une distribution spécifiques basée sur un système libre tel que Primtux.

3 : Développer ou soutenir le développement au niveau de la commune par une ou plusieurs structures locales d'un hébergeur libre et décentralisé sur le modèle des CHATONS (chatons.org), pour permettre aux habitant(e)s et acteurs de la commune d'héberger leurs données ou d'utiliser certains services en ligne. Mettre en place une politique de la contribution : publier sous licence libre des développements internes réalisés par la commune, participer au financement d'un projet libre dont d'autres collectivités pourront profiter, mutualiser le développement de logiciels libres utiles aux collectivités, et permettre et encourager les contributions sur le temps salarié.



Les 32 mesures

N°5: Appuyer la structuration de filières paysannes, bio et locales, rémunératrices pour les agriculteurs et agricultrices

Niveaux

1 : Faire du lien entre producteurs et consommateurs (soutien aux AMAP, organisation d'un marché des producteurs et productrices locales régulier...) et utiliser la commande publique responsable pour développer des filières locales et équitables

2 : Appuyer la création d'une coopérative de productrices et producteurs locaux (soutien financier, technique, mise à disposition de locaux...)

3 : Mettre en place ou participer à un Projet Alimentaire Territorial prenant en compte la résilience alimentaire



4: Mettre en place ou participer à un Projet Alimentaire Territorial prenant en compte la résilience alimentaire **et appuyant la structuration de filières paysannes, biologiques et locales, rémunératrices** pour les agriculteurs et agricultrices.

N°6: Préservation, mobilisation du foncier agricole et accompagnement des nouveaux paysan(ne)s

Niveaux

- 1 : Sécuriser l'existant : geler la constructibilité des espaces verts/agricoles en ville et autour des villes et interdire toute consommation de foncier agricole et/ou naturel.
- 2 : Gérer l'existant : constituer une stratégie foncière territoriale en associant Safer, Établissement Publics Fonciers, organisations professionnelles agricoles, associations et citoyen·nes afin d'initier un observatoire des terres agricoles qui permettrait de mobiliser au mieux les outils réglementaires à disposition des collectivités.
- 3 : Participer et soutenir l'installation agricole en investissant un Espace test Agricole et en fédérant les acteurs de l'accompagnement sur le territoire.

Les 32 mesures



N°7: Une alimentation biologique, moins carnée, locale et équitable dans la restauration collective

Niveaux

1 : Au moins 50% de biologique et (local et/ou équitable/sous signe de qualité) et 1 repas végétarien par semaine /alternative végétarienne.



2 : Au moins 75% de biologique et (local et/ou équitable) et 2 repas végétariens par semaine

3 : Au moins 100% de biologique et (local et/ou équitable) et 3 repas végétariens par semaine

Les 32 mesures

N°8: des trames vertes (couvert végétal), bleues (cycles de l'eau), brunes (sol) et noires (éclairage)

Niveaux

1 : Protéger l'existant : Inscrire dans les documents d'urbanisme un objectif zéro-artificialisation, et faire respecter la législation sur l'éclairage la nuit

2 : Remettre de la nature en ville

3 : (a) Mettre en œuvre au moins trois des actions marquées** (cf. fiche) **ou**



(b) Mettre en place le droit de végétaliser au niveau communal, organiser chaque année deux « Journées de l'arbre » et fixer des objectifs chiffrés ambitieux de plantation pour 2026 et 2032.



Les 32 mesures

N°9: Arrêter le développement de grandes surfaces commerciales sur le territoire

Niveaux

1 : Interdire toute artificialisation des terres agricoles (PLU et SCOT) et apporter un soutien pour développer les circuits de distribution locale des productions locales à travers des projets alternatifs tant dans leurs contenus (plutôt coopératives, financements éthiques, etc.) que dans leurs formes (zone d'implantation, visibilité, fonctionnement etc.)

2 : Dissuader l'installation de grandes surfaces pour rester en deçà d'un seuil critique à partir de 100m² de surface de gondoles pour 1000 habitant(e)s, en travaillant avec l'intercommunalité, en fixant des règles d'implantation des commerces défavorables à celles-ci dans les documents d'urbanisme et en consultant systématiquement la population sur de nouveaux aménagements.

3 : En cas de suréquipement avéré (supérieur à 100m² de surface de gondoles pour 1000 habitant(e)s), élaborer des scénarios de résilience pour anticiper les reconversions possibles



4: **Décider d'un moratoire sur toute ouverture ou extension de grandes surfaces** pour rester en-deçà d'un seuil critique à partir de 100m² de surface de gondoles pour 1000 habitant(e)s d'ici 2020.



Les 32 mesures

N°10: Protection de la ressource en eau, de sa qualité et accès garanti à tou(te)s

Niveaux

- 1 : Donner l'exemple dans les services de la commune : Développer une gestion transparente de l'eau et mettre en place des dispositifs de récupération et d'utilisation différenciée de l'eau de pluie sur les bâtiments de commune.
- 2 : Protection et accès au bien commun de l'eau pour tous les habitant(e)s de la commune : mettre en place une tarification sociale de l'eau, et intégrer des techniques de préservation de l'eau dans toutes les nouvelles constructions privées et publiques de la commune.
- 3 : Gestion en commun de l'eau : Municipaliser la gestion de ce service public, avec une forte dimension citoyenne incluant la participation des usagers

Les 32 mesures



N°11: Un territoire à énergie positive ou un plan climat citoyens réduisant les consommations d'énergie et développant l'énergie renouvelable citoyenne

Niveaux

1 : Fixer des objectifs ambitieux et partagés de transition énergétique à l'aide des référentiels Climat Pratic et Cit'ergie pour les plans climat ou Destination TEPOS, tout en soutenant les projets d'énergie renouvelable d'initiative citoyenne. Mettre en place un programme de sensibilisation à la sobriété énergétique.

2 : Faire labelliser la démarche de plan climat du territoire : label Cit'ergie, intégrer le réseau TEPOS. Faire aboutir des projets d'initiative citoyenne.



3: Définir un plan d'action pour devenir un territoire à énergie positive avant 2050 en impliquant les citoyen(ne)s et les collectivités comme parties prenantes, notamment via des initiatives d'énergie renouvelable citoyennes.

Les 32 mesures



N°12: Soutien aux rénovations à haute efficacité énergétique en accompagnant les ménages en précarité énergétique

Niveaux

1 : Créer ou renforcer une structure ou un service d'information et d'accompagnement des ménages et des professionnels à la rénovation énergétique. Mettre en place les compétences qui permettent que la structure soit en capacité d'accompagner et d'orienter les ménages en précarité énergétique vers le conseil et les aides disponibles.

2 : Créer un plan d'action contre la précarité énergétique avec objectif de diviser celle-ci par 2 durant le mandat.

3 : Rénover en haute performance 10% des logements anciens du territoire d'ici la fin du mandat et promulguer un arrêté d'interdiction de location des passoires énergétiques



4: Adopter un plan de rénovation énergétique pour le mandat visant à réduire de 40 % les consommations d'énergie en 2030 ce qui passera par la rénovation en haute performance énergétique de 10% des logements anciens du territoire d'ici à la fin du mandat ; en **ciblant en priorité les logements occupés par des ménages précaires et en mettant des moyens financiers pour l'accompagnement des ménages.**

Les 32 mesures



N°13: Arrêter les projets et infrastructures qui augmentent les émissions de GES et érodent la biodiversité

Niveaux

1 : Mettre à jour les documents d'urbanisme du territoire pour y intégrer notamment des critères de densité et de qualité environnementale des constructions et pour réévaluer la pertinence des zones identifiées "à urbaniser". Assurer une formation des services de la commune sur les conséquences de l'étalement urbain et de l'artificialisation des terres, ainsi que sur la qualité environnementale des constructions, pour pouvoir orienter les particuliers et les entreprises de construction vers des solutions durables.

2 : Adopter et diffuser d'ici 2024 un document référence pour conditionner la construction et l'exploitation des projets d'aménagement à la réduction des émissions de GES et le maintien de la biodiversité du territoire, et rénover au moins un bâtiment symbolique selon ces critères durant le mandat.

3 : Adopter et diffuser d'ici 2022 un document de référence pour conditionner la construction et l'exploitation des projets d'aménagement à la réduction des émissions de GES et le maintien de la biodiversité du territoire, et généraliser son utilisation dans les constructions et opérations d'aménagement de la commune

Les 32 mesures



N°14: Amélioration de l'offre, de l'accès et de l'attractivité des transports en commun sur le territoire

Niveaux

1 : Définir un plan d'optimisation des transports en commun (augmentation de la fréquentation grâce à l'amélioration de l'offre sur le réseau, l'intermodalité et la tarification sociale et solidaire) et augmenter le budget des transports en commun par habitant(e) chaque année.

2 : Enrichir le système de transports en commun d'une offre nouvelle en site propre, pour diminuer la part modale de la voiture au profit de celle des transports en commun tout en mettant en place les conditions de son succès : augmentation de la fréquentation, grâce à l'amélioration de l'offre sur le réseau, l'intermodalité et la tarification sociale et solidaire, et augmentation du budget des transports en commun par habitant(e) chaque année.

3 : Définir un plan de renforcement des transports en commun pour doubler la part modale des transports en commun en 5 ans et doubler le budget transports en commun par habitant(e) sur la même période.



4: Dans le cadre d'un plan de renforcement des transports en commun pour doubler la part modale des transports en commun en 5 ans, mettre en place **une tarification sociale et solidaire basée sur les ressources.**

Les 32 mesures



N°15: Priorité aux mobilités actives (marche, vélo) dans l'espace public

Niveaux

1 : Modérer la vitesse automobile sur au moins une partie de la commune (zone 30, zone de rencontre), généraliser les doubles sens cyclables et les « cédez le passage cycliste au feu », et installer un nombre suffisant de places de stationnements vélos (près des commerces, des arrêts de bus, des services publics, à l'intérieur des écoles...).

2 : Mettre en place au moins une zone de circulation apaisée effective, et au moins quelques aménagements cyclables sur des axes structurants (bandes larges ou mieux, pistes)

3 : Rendre cyclable tout le bassin : modérer partout la vitesse et le trafic automobile; définir un réseau cyclable hiérarchisé et qualitatif (quelques axes en site propre, une capillarité assurée en bandes cyclables ou zone de circulation apaisée selon les caractéristiques de la commune); garantir un montant minimal dédié au développement au vélo de 25€ par habitant(e) par an sur le mandat.



4: Mettre en place un plan vélo de **30€ par an et par habitant**, aménager un réseau express vélo (ou réseau à haut niveau de service) et déployer les autres composantes du système vélo pour rendre toute l'agglomération cyclable.

Les 32 mesures



N°16: Limitation de la place des véhicules les plus polluants et des voitures individuelles en ville

Niveaux

- 1 : Généralisation du 30km/h en ville, création de zones de circulation apaisée dans **différents quartiers**, diminution du stationnement en voirie, mise en place d'une zone à faibles émissions, et fermeture temporaire au trafic routier autour des écoles (entrée et sortie de l'école)
- 2 : Généralisation du 30km/h en ville, création de zones de circulation apaisée dans tous les quartiers et piétonisation pérenne devant les écoles, diminution du stationnement en voirie, et mise en place d'une zone à faibles émissions visant la sortie du diesel et de l'essence.
- 3 : Rendre le centre-ville piéton et réduire la voirie réservée aux véhicules motorisés pour rendre la voiture minoritaire tout en garantissant une alternative à tou(te)s, généraliser la ville à 30km/h, sortir du diesel et de l'essence au plus tôt.
- 4: Soutenir la mise en place d'une zone à faibles émissions **d'ici à 2021** sur un périmètre géographique ambitieux, en intégrant les différentes catégories de véhicules polluants, notamment les véhicules individuels, et en prévoyant des mesures d'accompagnement social. Cette zone à faibles émissions devra évoluer vers la **sortie complète des véhicules diesel d'ici à 2025** et des **véhicules essence d'ici à 2030**



N°17: une logistique urbaine du transport des marchandises adaptée aux caractéristiques de la commune

Niveaux

- 1 : Interdiction des poids lourds affichant une vignette crit'air supérieur ou égal à 2 d'ici 2025
- 2 : Diminution de la part des poids lourds dans la zone urbaine de 75% en 2025
- 3 : Interdiction des poids lourds dans la zone urbaine en 2025

Les 32 mesures

N°18: Prévention, réemploi, valorisation des déchets en régie ou avec des acteurs de l'économie sociale et solidaire

Niveaux

1 : Équivalent de 2% du budget de gestion des ordures ménagères aux actions de prévention. Permettre aux structures de réemploi de collecter dans les déchetteries. Favoriser la création d'au moins un équipement de réemploi solidaire par la collectivité portant la compétence déchets. Mettre en place un tri à la source des biodéchets (obligation légale d'ici 2023).

2 : Équivalent de 5% du budget de gestion des ordures ménagères aux actions de prévention. Favoriser la création ou le maintien d'au moins un équipement de réemploi solidaire par bassin de 50 000 habitants. Planifier l'évolution des déchetteries pour dédier des espaces aux réemploi et/ou permettre aux citoyens de réutiliser les déchets qui y sont déposés. Contribuer à la mise en réseau des associations de réemploi et de prévention.

3 : Équivalent de 10% du budget de gestion des ordures ménagères aux actions de prévention. Favoriser la création ou le maintien d'au moins un équipement de réemploi solidaire par bassin de 25.000 habitants



4: Appliquer le tri à la source des biodéchets, par une **collecte séparée des biodéchets en porte-à-porte** pour tous les usagers et les commerçants (redevance spéciale). Cette collecte séparée généralisée s'accompagne d'une sensibilisation à la prévention des déchets et aux gestes de tri

N°19: Une tarification incitative à la réduction et au tri des déchets pour tous les acteurs de la commune

Niveaux

Adopter la tarification incitative suppose inévitablement d'opérer une petite "révolution" dans les modalités de financement du service public de gestion des déchets. Sa mise en œuvre ne doit pas être un simple choix technique mais s'inscrire dans un projet global de la collectivité, qui touche chacun et chacune. Elle nécessite une volonté politique affirmée et une concertation renforcée avec les habitant(e)s.

Il faut 2 ou 3 ans pour préparer puis mettre en œuvre un tel projet. La collectivité se doit de faire un profond état des lieux du service public de gestion des déchets pour optimiser le service à l'habitant (évolution de la collecte – enquêtes, dotation, gestion de fichiers – et informatisation du parc de contenants et des véhicules) tout en mobilisant divers services pour fédérer autour du projet mais aussi renforcer ses moyens humains pour la gestion du service.

N°20: Développement des habitats participatifs et des éco-lieux

Niveaux

1 : Utiliser la connaissance du territoire pour mettre en relation les personnes qui portent des projets d'oasis ou d'habitat participatif et des propriétaires souhaitant vendre des terrains. Rencontrer des maires qui ont mené l'aventure pour partager les bonnes pratiques, voir les effets positifs et imaginer une transposition dans sa propre commune. Monter un groupe de travail mixte entre élu(e)s et citoyen(ne)s autour de la question pour explorer les pistes à mettre en œuvre.

2 : Soutenir les associations locales accompagnant les éco-lieux en mettant espaces et subventions à disposition. Proposer son soutien aux porteurs de projets auprès d'autres institutions (bailleurs sociaux, administration d'État, banques...).

3 : Réserver du foncier ; créer dans les documents d'urbanisme des espaces destinés explicitement à la création d'oasis et d'habitats participatifs ou lancer un Appel à Projet dédié. En zone rurale, faire des appels à projet pour soutenir la réhabilitation de bâtiments ou l'aménagement de terrains suivant des critères de soutenabilité écologique et sociale.



Les 32 mesures

N°21: Accueil, accompagnement et réinsertion des personnes en difficulté

Niveaux

- 1 : Assurer l'accueil inconditionnel pour tou(te)s dans les structures gérées par la commune
- 2 : Dans l'accueil, prendre en compte les spécificité des publics pour les orienter vers un accompagnement adapté à leurs besoins
- 3 : Proposer localement un accompagnement spécialisé et à visée d'insertion.



Les 32 mesures

N°22: Limitation de la place de la publicité dans l'espace public

Niveaux

1 : Arrêter les contrats de mobiliers urbains publicitaires. Les panneaux peuvent devenir des supports d'information d'intérêt général (événements artistiques / culturels) ou être remplacés par des arbres.



2: Proscrire les écrans numériques publicitaires dans le Règlement Local de Publicité (RLP).

3 : Avoir un RLP(i) qui prescrit des affiches ne dépassant pas 50 x 70 cm, sur des panneaux, non lumineux, non déroulants et encore moins numériques, limités à 2m², et en encadrant la densité, par exemple, en n'autorisant qu'un seul panneau par tranche de 2000 habitants, reprenant ainsi ce qui se fait pour l'affichage d'opinion (Article R581-2 du code de l'environnement)

N°23 – Un accès et un aménagement de l'espace public non discriminant pour les personnes les plus vulnérables

Niveaux

- 1 : S'assurer que l'espace public de la commune n'entrave personne
- 2 : Mener une politique volontariste pour assurer un espace public adapté à tou(te)s
- 3 : Tous les nouveaux aménagements de la commune prennent en compte leur usage par tou(te)s, et une évaluation participative et inclusive des besoins d'adaptation des aménagements existants est reconduite régulièrement



Les 32 mesures

N°24: Garantir l'accès à un logement abordable et décent

Niveaux

- 1 : Respecter la dimension sociale de toute politique de logement
- 2 : Mettre en place un programme local de l'habitat pour favoriser le développement de logements abordables et décents pour tou(te)s
- 3 : Développer des solutions de logement pérennes et d'amélioration des lieux de vie



Les 32 mesures

N°25: Des lieux d'accompagnement au numérique gratuits avec une assistance humaine à destination de tou(te)s

Niveaux

- 1 : Rendre accessible les services numériques au plus grand nombre
- 2 : Favoriser la citoyenneté par le numérique et en faire un outil d'inclusion sociale
- 3 : Faire de la commune un lieu de médiation numérique où chacun(e) pourra être accompagné dans la transition numérique

N°26: Des dispositifs publics de premier accueil des personnes étrangères à leur arrivée sur le territoire

Niveaux

1 : Un point d'accueil et un livret d'accueil permettant de mettre en lien les acteurs de l'accueil. Assurer l'accès aux droits et aux dispositifs d'accueil et d'accompagnement de la commune (mesure 21) à toutes les personnes migrantes quelle que soit leur situation administrative. Ne pas criminaliser ou empêcher les citoyen(ne)s de venir en aide aux personnes migrantes.

2 : Adhérer à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA). Assurer un service de domiciliation efficace (CCAS, SPADA, ou autres) pour permettre aux personnes migrantes d'avoir accès à leur droit et notamment à l'AME. Dans les villes sous tension avec des campements insalubres, ouvrir un accueil de jour pour orienter et accompagner les personnes en errance.

3 : Créer des Maisons des migrant(e)s associant collectivités, associations et professionnel(le)s juridiques, linguistiques et formés à la médiation culturelle, avec mise à disposition de fonctionnaires ou contractuel(le)s de la collectivité pour accompagner individuellement les démarches de demande d'asile ou autres (titre de séjour, accès aux droits...). Encourager les citoyen(ne)s à être solidaires envers les personnes migrantes en organisant des rencontres entre les habitant(e)s et les nouveaux et nouvelles exilées arrivants sur le territoire

N°27: Inclusion des personnes éloignées du monde du travail avec une politique de la transition écologique à dimension sociale

Niveaux

- 1 : Renforcer les liens avec les structures d'insertion, les acteurs de l'IAE et les structures impliquées dans la transition écologique pour créer un écosystème tourné vers l'emploi durable, respectueux des droits humains et de l'environnement
- 2 : Mettre en place une politique de l'emploi et de l'insertion plus offensive, en intégrant des dispositifs ou expérimentations pouvant accompagner la montée en compétence des personnes
- 3 : Devenir un acteur de l'insertion des personnes et de la transition

A photograph showing a group of people, mostly young adults, sitting at tables in a room. They appear to be engaged in a community meeting or workshop. Some are looking towards the camera, while others are looking down or at each other. The tables are covered with red and yellow cloths. There are glasses and some food items on the tables. The background is slightly blurred, showing more people and tables.

Les 32 mesures

N°28 - Des dispositifs de participation, d'initiative citoyenne, de co-construction de la commune et de ses groupements

Niveaux

- 1 : Renforcer l'existant
- 2 : Développer la co-construction des politiques locales
- 3 : Remettre à plat la démocratie communale

Les 32 mesures



N°29: Une commission extra-municipale du temps long pour les intérêts de la nature et des générations futures

Niveau unique

Créer une commission extra-municipale ou extra-intercommunale, où siègent des élu(e)s de la commune et de l'intercommunalité, à parité avec des citoyen(ne)s, des représentant(e)s associatif/ves et du secteur marchand, des chercheurs/euses et expert(e)s pouvant être saisie ou s'auto-saisir



Les 32 mesures

N°30: Co-construire une politique associative locale volontariste

Niveaux

- 1 : Création d'un Comité Local pour la Vie Associative (CLVA)
- 2 : Co-production d'une Charte des Engagements Réciproques, signée par la collectivité et une majorité représentative des associations du territoire, permettant de fixer les orientations, grands principes et responsabilités partagées dans la réalisation de cet espace collectif de travail.
- 3 : Affectation de moyens matériels, humains et financiers de manière ouverte et transparente par la municipalité pour faire vivre les cadres et processus définis dans la Charte
- 4: Mettre en place une **commission indépendante du débat public**, présidée par une personnalité indépendante, dont la moitié des membres seront choisis par tirage au sort.



N°31 - Mettre à disposition les espaces et ressources pour la collaboration associative et citoyenne (tiers-lieux)

Niveaux

- 1 : Favoriser la collaboration entre initiatives citoyennes/associatives du territoire en mettant à disposition un lieu et d'autres ressources
- 2 : Développer un partenariat avec une ou plusieurs initiatives de tiers-lieux associatifs ou citoyens sur le territoire, afin de les soutenir financièrement, techniquement ou en mettant à disposition un lieu adapté
- 3 : Participer ou créer un programme de soutien à la création et au développement de tiers-lieux associatifs ou citoyens sur son territoire (sur un modèle d'Appel à Manifestations d'Intérêt)



Les 32 mesures

N°32: Des monnaies locales complémentaires et citoyennes

Niveaux

- 1 : Soutenir et financer l'association qui porte la monnaie locale de votre territoire afin de lui permettre de mieux consolider le projet et/ou le développer
- 2 : Adhérer à l'association porteuse pour encaisser des paiements et accorder des subventions en monnaie locale pour des projets territoriaux innovants et/ou valorisant une politique affectée (transition, consommation responsable, santé et alimentation saine, cohésion sociale, formations à l'économie sociale et solidaire...)
- 3 : Payer une partie des indemnités des élu(e)s / salaires des agents municipaux, et des aides sociales en MLC



DEROULEMENT DE LA RENCONTRE de 18h30 à 21h30

1. Présentation des mouvements associés
2. Présentation des démarches en cours
3. Plantons le décor
4. Présentation du Pacte: 3 principes, 32 mesures
- 5. Présentation de deux mesures supplémentaires**
6. Organisation du questionnement des candidats

PACTE pour la **transition**



Michel CUCCHI
Ensemble pour le climat
Collectif Climat 2020 Lille





Les mesures supplémentaires



N°33: Sensibilisation et formation

Niveaux

1 : Faire adhérer la commune à la Convention des Maires pour le Climat:

<https://www.conventiondesmaires.eu/>

2 : Sur la base du diagnostic réalisé par la MEL pour préparer le prochain Plan Climat Air

Energie Territorial (PCAET) : <https://www.lillemetropole.fr/mediatheque/media/2765> participer à un débat public et contradictoire sur la mise en œuvre d'un Plan Climat dans la commune

3 : Dès la première année du nouveau mandat, réaliser un diagnostic local partagé sur les enjeux climat et biodiversité, avec la participation des associations de la commune et les conseils de quartier, toute décision susceptible de porter localement atteinte au climat ou à la biodiversité faisant l'objet d'un moratoire.

4 : Créer une Maison locale de l'Environnement, sous gestion associative, avec un centre de ressources documentaires, un Espace Info énergie, des séances de Repair'Café, et des activités de formation en direction des scolaires comme du grand public

Les mesures supplémentaires



N°34: Accélérer la décarbonation du territoire de la commune et de la Métropole conformément aux recommandations du GIEC

Niveaux

- 1 : Signer une convention de coopération entre la Municipalité et la société civile (habitant(e)s, associations, autres parties prenantes de la commune) afin de planifier la décarbonation du territoire de la commune et de contribuer à celle de la Métropole
- 2 : Sur la base d'un diagnostic des émissions de gaz à effet de serre et de l'empreinte carbone de la commune ainsi que d'un suivi au moins annuel, établir en concertation avec les autres communes de la Métropole une planification rigoureuse assurant une **diminution de l'empreinte carbone de 10% par an pour une diminution de moitié bien avant 2030.**
3. Sur la base de critères d'évaluation environnementaux et sociaux homogènes et appliqués à toute décision publique ayant des effets au-delà de l'annualité budgétaire, mettre en œuvre au sein de la commune un **dispositif de réfutation par « irrecevabilité climatique » de toute décision jugée incompatible avec les engagements internationaux de la France**, notamment à la COP21 (Accord de Paris)
- 4 : En concertation avec le Haut Conseil pour le climat, l'Ademe, le CERDD, contribuer à la mise en œuvre d' une Autorité pour le climat responsable de la politique énergie, climat, environnement, santé (thématiques prises solidairement) sur le territoire des communes adhérentes



DEROULEMENT DE LA RENCONTRE de 18h30 à 21h30

1. Présentation des mouvements associés
2. Présentation des démarches en cours
3. Plantons le décor
4. Présentation du Pacte: 3 principes, 32 mesures
5. Présentation de deux mesures supplémentaires
6. **Organisation du questionnement des candidats**



PACTE **pour la** **transition**



Claude WAUQUIER
Ensemble pour le climat

Principe général

Questionnement des candidats commune par commune à partir de la démarche initiée par le Pacte pour la transition

- Tronc méthodologique commun, spécificités locales
- Transparence inter-communale des réponses
- Retour d'information à l'échelle de la Métropole avant le 15 mars

Objectifs

- **Pour les collectifs locaux**
 - **Démultiplier les dynamiques locales** en faveur d'une transition à la hauteur des urgences écologiques (dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, etc.) et sociales (précarité, discriminations, etc.)
 - **Faire connaître les solutions et retours d'expérience** sur les mesures de transition à mettre en œuvre au niveau local
 - Favoriser l'évolution des pratiques démocratiques.
- **A l'échelle de la Métropole**
 - **Encadrement et soutien des démarches** des collectifs locaux (relais/renforcement de l'action nationale du Pacte pour la transition)
 - **Mutualisation de certaines fonctions**: enregistrement et mise à jour des engagements des candidats au fil de l'eau, communication, etc.
 - **Possibilité d'exercer une pression efficace sur les élus** en mettant en évidence les engagements des autres
 - **Possibilité d'entamer un dialogue avec la MEL** sur la base des engagements d'un nombre significatif d'élus de la Métropole

Documentation: classeur coté paraphé style « registre des délibérations des entreprises »

- **Au début du classeur, ou un volume séparé:** Texte complet des propositions
- **Une page par signataire, dans l'ordre chronologique des acceptations**
 - **Cartouche d'identification:** nom de la commune, nom de la tête de liste, nom du groupe avec lequel le futur maire va travailler
 - **Tableau des propositions** acceptées, avec des croix dans la bonne colonne si plusieurs niveaux d'engagement
 - Au moins deux **signatures:** celle de la tête de liste, celle(s) de la (des) personne(s) désignée(s) par l'instance de coordination pour la commune concernée
 - Éventuellement, référence à une annexe signée par tous les candidats de la liste
- **Table des matières**
- **Plan de la Métropole**
- **Liste de toutes les communes avec une zone pour les pages concernés et le signataire désigné par le pacte**
- **Si une liste souhaite évoluer dans le nombre de proposition sur lesquelles elle s'engage une nouvelle page est signée avec mention annule la page xx**
- **Fin du classeur, ou un volume séparé:** annexes souhaitées par les candidats

Organisation de l'action

- **Coordination**
- **collectifs locaux**

Identification d'un référent par groupe local

- **Groupe animation (à concevoir)**

Des séances de signature pourraient être organisées à plusieurs moments dans des lieux différents et emblématiques pour le climat et/ou l'organisation du 3ème tour (les groupes à l'intérieur de la méli la ville de Péronne en Mélantois ou une petite commune)

Animation des collectifs locaux

- Quelques idées pour se faire connaître
 - Tracts
 - Aller sur les marchés: avec animation Fresque Climat, affiches avec vote majoritaire des mesures à valoriser à l'aide de gommettes, ou/et celles où on est prêt à s'investir (parce que intérêt ou connaissances sur le sujet ...)
 - Contacter les assos de la commune ayant un lien avec les thèmes du Pacte : Jardins partagés, coquelicots, CCFD...) et bien sûr celles partenaires du Pacte
 - "S'incruster" dans les rencontres, débats etc... autour des sujets en lien avec les mesures du pacte
 - Aller dans les lieux alternatifs : café citoyen etc...
 - Visionner le PP de présentation (le demander à Annie : annierauwel@orange.fr)
 - S'abonner à la newsletter
- Facebook PacteTransition, collectifs locaux
Rejoindre, partager, publier les événements
- Guide du collectif local
Adaptation du Kit Municipales 2020: <https://alternatiba.eu/alternatives-territoriales/>

Phases et calendrier

1. Préparation [20 janvier - ?]
2. Recueil des engagements des candidats [? - ?]
 - Travail commune par commune par les collectifs locaux
 - Consultation en ligne du registre, du tableau récapitulatif avec photo et blocage du contenu à l'heure limite
 - Animations par commune (ou par quartier) pour mobiliser les citoyens dans ce travail d'interrogation des candidats: **à concevoir**
3. Mise en commun [première quinzaine de mars]

Phase de préparation [20 janvier – fin janvier]

- Au niveau de la coordination
 - Établissement de la documentation et des outils de mise en commun
 - Contact avec la presse
- Au niveau des collectifs locaux
 - Établir les priorités de la commune
 - Intégration éventuelle d'autres démarches
 - Ajout éventuel des mesures
 - A signaler à la coordination
 - Non traitées par la coordination

Recueil des engagements [fin janvier – 15 février?]

- **Coordination**

- Consultation en ligne du registre, du tableau récapitulatif avec photo et blocage du contenu à l'heure limite
- Coordination avec le Réseau action climat
- Contact avec la presse

- **collectifs locaux**

1. Prendre **contact avec les listes candidates** aux élections municipales
2. Proposer aux candidats de **signer le Pacte pour la transition**
 - Cette signature est un engagement mutuel entre une liste candidate aux élections municipales et le collectif d'habitant(e)s
 - La signature doit porter
sur les 3 principes
sur au moins 10 mesures avec un niveau d'engagement (parmi les 32)
3. Animations par commune (ou par quartier) pour mobiliser les citoyens dans ce travail d'interrogation des candidats: à concevoir

**Les collectifs locaux restent indépendants des listes candidates
(pas de consigne de vote).**

13 mesures font l'objet d'un recueil systématique

N°3 (EPLC)	Sobriété, efficacité énergétique et alimentation à 100% en énergie renouvelable
N°5 (RAC)	Structuration de filières paysannes, bio et locales
N°7 (RAC)	Alimentation bio, moins carnée, locale et équitable en restauration collective
N°9 (RAC)	Arrêter le développement de grandes surfaces
N°11 (RAC et EPLC)	Territoire à énergie positive ou plan climat citoyens
N°12 (RAC et EPLC)	Rénovations à haute efficacité énergétique en accompagnant les ménages en précarité énergétique
N°13 (EPLC)	Fin des projets et infrastructures qui augmentent les émissions de GES et font reculer la biodiversité
N°14 (RAC et EPLC)	Offre, accès et attractivité des transports en commun sur le territoire
N°15 (EPLC)	Priorité aux mobilités actives dans l'espace public
N°16 (EPLC)	Limiter la place des véhicules les plus polluants et des voitures individuelles en ville
N°18 (RAC)	Prévention, réemploi, valorisation des déchets
N°22 (RAC)	Limitation de la place de la publicité dans l'espace public
N°29 (EPLC)	Commission extra-municipale du temps long et s'assurer de l'adéquation des grands projets.

Mise en commun avec invitation des candidats [première quinzaine de mars]

- Après les vacances de février
- Lieu: Sciences-Po ou MRES
- Présence de la presse

Avertir nos correspondants de notre démarche concertée!





Restons connectés...



Rendez-vous sur : www.pacte-transition.org

@PacteTransition 

@PacteTransition 